

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation				Coût
					2024	2025	2026	2027	
<b>COMPOSANTE 3.1 : MODALITES DE GESTION DES CRÉDITS BUDGETAIRES</b>									<b>22 840 000</b>
3.1.1	Opérationnalisation des nouvelles modalités de gestion des crédits budgétaires	Les nouvelles modalités de modification des crédits budgétaires sont précisées et rendues publiques	DGB	DGEPIP DGTCFM					15 770 000
		Le suivi de l'exécution des procédures de modification des crédits budgétaires est réalisé par semestre et rendu public	DGB	DGEPIP DGTCFM					7 070 000
<b>COMPOSANTE 3.2 : RÉGULATION BUDGÉTAIRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE</b>									<b>148 660 000</b>
3.2.1	Optimisation des modalités d'exercice de la régulation budgétaire	Le Comité de Trésorerie et de Régulation Budgétaire de l'Etat tient une session chaque mois conformément à l'arrêté n°015/PM du 28 février 2024	DGTCFM	DGB					7 070 000
		Le sous-comité de la Régulation Budgétaire (SCRB) tient une session mensuelle conformément à l'arrêté n°015/PM du 28 février 2024	DGB	DGTCFM					14 140 000
		Le Plan d'engagement consolidé de l'Etat est annexé au Projet de Loi de Finances dans les formes et délais requis par la Circulaire de 2022	DGB	DGTCFM					2 000 000
		Le suivi trimestriel de l'exécution du plan d'engagement consolidé vis-à-vis du Plan de trésorerie ainsi que des quotas d'engagement, notifiés aux administrations, est réalisé et rendu public 45 jours après le terme du trimestre	DGB	DGTCFM					7 070 000
		Le Plan d'engagement consolidé de l'Etat est actualisé chaque trimestre dans les formes et délais requis par la Circulaire de 2022	DGB	DGTCFM					7 070 000
		Des mesures de réduction progressive des procédures dérogatoires sont définies et évaluées chaque trimestre	DGTCFM	DGB					7 070 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation				Coût
3.2.2	Renforcement de la gestion active de la trésorerie	Le sous-comité en charge de la gestion de la trésorerie (SCRB) tient, au moins, ses deux (02) sessions mensuelles conformément à l'arrêté n°015/PM du 28 février 2024	DGTCFM						28 280 000
		Le Plan de Trésorerie Annuel, annexé au Projet de Loi de Finances, est cohérent avec le Plan d'engagement Consolidé qui l'accompagne et intègre les Restes à Payer des exercices antérieurs	DGTCFM						2 000 000
		Le Plan de Trésorerie Annuel est actualisé chaque trimestre avec le Plan d'engagement Consolidé actualisé et intègre les Restes à Payer	DGTCFM						7 070 000
3.2.3	Opérationnalisation de la nouvelle architecture du Compte Unique du Trésor (CUT)	Une convention révisée avec la BEAC est signée afin d'opérationnaliser, à titre pilote, la nouvelle architecture du CUT au Cameroun	DGTCFM						7 070 000
		Le suivi de la mise en fonction de la nouvelle architecture du CUT au sein du réseau comptable du trésor est réalisé et rendu public chaque semestre	DGTCFM						7 070 000
		Le calendrier de rapatriement des fonds de l'administration publique y compris ceux des projets financés sur ressources extérieures, approuvé en concertation avec le secteur bancaire et les partenaires techniques et financiers, est validé, rendu public et évalué chaque semestre	DGTCFM						7 070 000
3.2.4	Mise en place de la Monétique du Trésor	Le développement et la mise en fonction d'une plateforme de gestion des cartes du trésor/GIMAC sont réalisés	DGTCFM						7 070 000
		La liste des produits et services monétiques offerts par le trésor public à ses clients est rendue publique et leur opérationnalisation est évaluée chaque trimestre	DGTCFM						7 070 000
3.2.5	Mise en place du service public banquier au profit des correspondants du trésor	L'organisation et le fonctionnement de la banque du trésor sont précisés et rendus publics	DGTCFM						15 770 000
		L'agrément pour la mise en fonction de la banque du trésor est accordé par la BEAC	DGTCFM						15 770 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation			Coût
<b>COMPOSANTE 3.3 : COMPTABILISATION ET REDDITION DES COMPTES</b>								<b>142 130 000</b>
3.3.1	Rationalisation des modalités de tenue de la comptabilité budgétaire de l'Etat	L'institutionnalisation du Référentiel de la comptabilité budgétaire est réalisée et rendue publique	DGB	DGTCFM DGEPIP DGI DGD				15 770 000
3.3.2	Amélioration du taux de dépôt des comptes de gestion des agents comptables placés auprès des établissements publics	Une liste recensant tous les agents comptables est rendue publique chaque année	DGTCFM	DGB CDC				35 000 000
		Le suivi des travaux de mise en état d'examen, dans les délais et formes réglementaires, des comptes de gestion des agents comptables est réalisé et rendu public chaque année	DGTCFM	DGB CDC				15 770 000
		La liste de tous les agents comptables contrevenant aux délais et règles de transmission de leur compte à la juridiction des comptes et faisant l'objet d'amende est produite et rendue publique	CDC	DGB DGTCFM				15 770 000
3.3.3	Amélioration du taux de dépôt des comptes de gestion des receveurs municipaux et régionaux	Le suivi des travaux d'adoption et de mise en état d'examen des comptes de gestion des CTD est réalisé et rendu public chaque année	DGTCFM	DGD DGI MINDEVEL FEICOM DGB CDC				7 070 000
		La liste de tous les receveurs contrevenant aux délais et règles de transmission de leur compte à la juridiction des comptes et faisant l'objet d'amende est produite et rendue publique	CDC	DGB DGTCFM				7 070 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation			Coût
3.3.4	Rationalisation des modalités de tenue de la Comptabilité Générale de l'Etat	Un suivi trimestriel des états à produire dans le cadre de l'élaboration du Compte Général de l'Etat est réalisé et notifié aux parties prenantes	DGTCFM	DGB				15 770 000
		Un suivi trimestriel des travaux de clôture comptable de l'exercice budgétaire est réalisé et notifié aux parties prenantes	DGTCFM	DGB				
3.3.5	Renforcement des modalités de tenue de la comptabilité d'analyse des coûts et de la comptabilité des matières valeurs et titres	Les modalités de tenue de la comptabilité-matières sont fixées et rendues publiques	DNCM	DGB DGTCFM MINDCAF DGEPIP				15 770 000
		Un suivi semestriel de la mise en œuvre du plan stratégique de formation et de sensibilisation sur la réforme de la comptabilité-matières est réalisé et rendu public	DNCM	DGB DGTCFM MINDCAF DGEPIP				7 070 000
		Un plan de recensement des immobilisations corporelles et terrains détenus par les départements ministériels, les institutions, établissements publics et CTD ainsi que les biens de retour concédés aux concessionnaires est validé et évalué chaque semestre	DNCM	DGB DGTCFM MINDCAF DGEPIP				7 070 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation			Coût
<b>COMPOSANTE 3.4 : CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET AUDIT INTERNE</b>								<b>7 070 000</b>
3.4.1	Réaménagement des dispositifs de gestion des dépenses de personnel de l'Etat	Un diagnostic des dysfonctionnements des organisations et des risques encourus en terme d'inefficacité dans la gestion des personnels et de la solde est réalisé et rendu public	MINFOPRA	DGB				7 070 000
		Une étude actuarielle du système de retraite de l'administration publique est réalisée et rendue publique	DGB	MINFOPRA				7 070 000
		Un plan de modernisation du système de retraite de l'administration publique est validé, rendu public et évalué chaque année	DGB	MINFOPRA				7 070 000
3.4.2	Maîtrise des dépenses de personnel de l'Etat	Un plan d'apurement du stock des arriérés de salaires dus est validé et rendu public chaque année afin d'être évalué par semestre	DGB	MINFOPRA				7 070 000
		Le suivi mensuel des recrutements et des promotions par référence dans le fichier du personnel de l'Etat est réalisé et rendu public	MINFOPRA	DGB				
		Le suivi mensuel des modifications du fichier solde est réalisé et rendu public	DGB	MINFOPRA				
		Les opérations de Comptage Physique du Personnel de l'Etat (COPPE) sont réalisées tous les 03 ans et rendues publiques	DGB	MINFOPRA				
3.4.3	Rationalisation des modalités de l'audit interne au sein des départements ministériels	L'évaluation de la maturité de la fonction d'audit interne au sein des entités publiques est validée et rendu publique	CONSUPE	MINFOPRA				
		Un guide méthodologique d'opérationnalisation des outils (Charte, Code de déontologie, ...) de l'audit interne au sein des département ministériel et des autres entités publiques est validé et rendu public	CONSUPE	MINFOPRA				
		Un suivi de la mise en place de la fonction d'audit interne au sein des entités publiques est réalisé chaque année et rendu public	CONSUPE	MINFOPRA				
3.4.4	Opérationnalisation du Contrôle Interne Financier		DGB					
3.4.5	Modernisation du Contrôle Financier		DGB					